



Credit: Felix Abt

L'Union européenne menace la Belgique et détruit la réputation de l'Europe en tant que centre financier sûr

Profondément divisés, les barons voleurs européens à Bruxelles, Berlin, Paris et Londres sont déterminés à imposer le détournement illégal des actifs russes.

Felix Abt

mar. 16 déc. 2025

L'UE repousse les limites

Le gel indéfini et le « prêt de réparation » envisagé par l'Union européenne sur 210 milliards d'euros d'avoirs russes constituent une mesure juridiquement explosive et politiquement hautement controversée. Pourtant, à Bruxelles, Berlin, Paris et Londres, les décideurs semblent déterminés à l'imposer, quel qu'en soit le coût.

Le 12 décembre 2025, l'UE a lancé sa manœuvre financière la plus audacieuse depuis la guerre froide. Le 11 décembre, les ambassadeurs de l'UE ont invoqué l'article 122 du TFUE pour geler 210 milliards d'euros de réserves de la banque centrale russe, dont 185 milliards d'euros chez Euroclear à Bruxelles.

En transformant un régime de sanctions, qui devait être renouvelé à l'unanimité tous les six mois, en un mécanisme quasi permanent applicable par vote à la majorité qualifiée, l'UE a effectivement éliminé toute possibilité que ces actifs retournent à Moscou, à moins que la Russie ne verse des réparations complètes à l'Ukraine, un scénario que les diplomates jugent extrêmement improbable.

« Prêt de réparation » ou expropriation légale ?

Officiellement, ces actifs sont censés servir de garantie à un « prêt de réparation » massif, accordé à Kiev à un taux d'intérêt quasi nul et pouvant atteindre 165 milliards d'euros. Ce prêt ne serait remboursé par l'Ukraine qu'en cas d'indemnisation des dommages de guerre par la Russie.

En réalité, il s'agit d'un subterfuge juridique sophistiqué pour dissimuler une expropriation pure et simple. Il ne s'agit pas d'une gestion prudente des fonds gelés, comme l'avait recommandé le G7 en 2024. Cela équivaut en fait à une saisie de biens souverains au plus haut niveau.

Les actifs des banques centrales jouissent d'une immunité quasi absolue en vertu du droit international. La Convention des Nations unies sur l'immunité des États (2004) le codifie. Les responsables de l'UE, la BCE, le FMI et le Japon mettent tous en garde : toucher au capital – ou le donner indéfiniment en garantie – constitue une expropriation illégale. Le prêt de réparation prévu prive définitivement la Russie de la valeur économique de ses biens, sans tribunal, sans loi.

Would you hand over your savings to Europe's modern-day robber barons?



Crédit: Felix Abt

La Belgique trace une ligne rouge

La Belgique, siège d'Euroclear et dépositaire de la plus grande partie des avoirs gelés, refuse de jouer le jeu. Le Premier ministre Bart De Wever exige un partage clair des responsabilités à l'échelle de l'UE et des garanties juridiques sans faille. Sans cela, Euroclear ne prêtera pas un seul euro.

Ces garanties sont refusées. Les responsables à Bruxelles et dans les grandes capitales savent que ce plan ne peut pas survivre au droit international. Un tribunal se prononcerait presque certainement en faveur de la Russie. La responsabilité conjointe exposerait le risque et rendrait le projet politiquement impossible. La Belgique est donc seule à assumer les conséquences.

Coercition ouverte

Le masque est désormais tombé. Selon des diplomates de haut rang cités par *Politico* les 11 et 12 décembre, Bruxelles a lancé un ultimatum à l'un des six membres fondateurs de l'UE. Si la Belgique bloque l'accès aux fonds russes, la Commission et les principaux États « feront appel à d'autres parties ».

Traduction : la Belgique sera traitée comme la Hongrie, exclue du processus décisionnel, ignorée lors des réunions du Conseil, ses responsables isolés, transformés en parias internes.

La dure réalité

Cette coercition ouverte révèle le désespoir de l'UE. Sans les actifs russes, l'Union ne peut pas financer le projet ukrainien à grande échelle. Les budgets nationaux sont vides ou bloqués politiquement. Les contribuables allemands, français et autres refusent de signer un autre chèque en blanc.

Sans les subventions, Kiev s'effondre. Le budget civil, les salaires des fonctionnaires et le front – qui avance vers les villes clés – échoueront. Même les politiciens les plus engagés de l'UE ne peuvent le nier : l'Ukraine a perdu cette guerre.

Une irresponsabilité croissante

Pourtant, l'UE persiste. Chaque jour supplémentaire coûte la vie à des civils, sacrifiés sur l'autel de l'obstination idéologique et de la vanité institutionnelle.

Mais une vérité involontaire pourrait émerger : lorsque l'UE menace un membre fondateur pour avoir défendu l'État de droit, même les citoyens loyaux de l'UE – et pas seulement en Belgique – verront le vrai visage de l'Union.

Gelés, radioactifs, explosifs

210 milliards d'euros sont gelés dans les coffres de Bruxelles : légalement immobilisés, condamnés par la BCE, le FMI et le Japon, politiquement explosifs et moralement radioactifs. L'Europe a tracé une ligne rouge qu'elle n'a pas le droit de tracer et est prête à forcer ses membres à la franchir.

Le prix de cette arrogance va bientôt se faire sentir, et il ne se mesurera pas seulement en euros, mais aussi en termes de crédibilité de l'UE et de destruction de la réputation de l'Europe en tant que centre financier sûr.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

De Wever, Bart Belgique L'Europe Japon Russie Ukraine L'UE Euroclear